

100% PUBLIC

LA VRAIE INFORMATION SUR L'ÉNERGIE



FACE À LA FLAMBÉE DES FACTURES

EXIGEONS UN SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE !

Haro sur l'énergie



75 ans après la création du service public nationalisé, l'État s'apprête à signer sa disparition sous l'égide de 3 projets aux résonances funestes...

P. 2

Devoir de désobéissance

Sébastien Jumel, député communiste GDR, Dieppois, porteur des voix de l'opposition au projet de casse d'EDF à l'Assemblée nationale, explique les conséquences du démantèlement d'EDF.

P. 3

Une alternative écologique et solidaire

Les travailleurs de la centrale de Gardanne ont bâti eux-mêmes leur projet.

P. 5

Un programme pour le progrès

Un programme ambitieux et réaliste permettant de répondre aux besoins des populations et de relever les défis énergétiques à venir.

P. 6

Haro sur l'énergie

75 ans après la création du service public, l'État s'apprête à signer sa disparition sous l'égide de 3 projets aux résonances funestes, tant pour les salariés que pour les usagers, qui concernent les groupes EDF et ENGIE, ainsi que GazelEnergie.



Le projet Hercule chez EDF Coup de grâce pour EDF

Sous couvert de répondre aux injonctions de Bruxelles sur l'ouverture à la concurrence, ce projet, mené par son PDG Jean-Bernard Lévy, vise à découper le Groupe en 3 entités, EDF Bleu, EDF Vert et EDF Azur, ratifiant l'ultime phase de démantèlement de l'outil d'État.

EDF Bleu serait dédiée à la production nucléaire et thermique ainsi qu'à leur ingénierie. EDF Azur, filiale détenue à 100 % par EDF Bleu, serait dédiée à la production et à l'ingénierie hydraulique. EDF Bleu détiendrait aussi 51 % de l'entreprise RTE*.

Les activités les plus rentables, avec l'entreprise de distribution d'électricité ENEDIS, sa commercialisation, les énergies renouvelables, les services de l'énergie et de la production dans les territoires insulaires, reviendraient à EDF Vert, dont le capital serait ouvert à 70 % aux investissements privés.

La désintégration d'EDF ne répondra plus à l'intérêt général. Ce découpage du Groupe affaiblira ses capacités globales d'investissement.

Les conséquences seront inévitablement une augmentation de la facture des usagers, ainsi qu'un accroissement des cloisonnements et la perte d'efficacité de service qui va de pair.

Le plan de démantèlement chez ENGIE

La transition énergétique sacrifiée sur l'autel du profit

Alors que le Groupe constitue un appui majeur de la transition énergétique et écologique de la France, son président, Jean-Pierre Clamadieu, a décidé de le démembrer pour le vendre au plus offrant.

Le plan doit se dérouler en 3 phases. Tout d'abord, après la vente des actifs dans Suez, il s'agit de séparer les activités avec, d'un côté, le cœur de métier dans une entité rebaptisée New ENGIE et, de l'autre, dans une entité appelée Bright, celles considérées comme étant secondaires.

La deuxième étape consiste à poursuivre le développement des énergies renouvelables. Enfin, le président d'ENGIE souhaite acter un plan de cession d'actifs. Il a déjà annoncé la mise en vente d'Endel, une entreprise qui exerce pourtant une activité industrielle stratégique, et qui devrait être un acteur clé du démantèlement des centrales nucléaires.

C'est un non-sens complet qui n'aboutira qu'à fragiliser l'ensemble du groupe avec, au final, la volatilisation de cette entité unique.

Le plan de licenciement chez GazelEnergie

Un modèle de casse sociale

Les dernières ordonnances du gouvernement annonçant la fermeture des centrales à charbon métropolitaines viennent clouer au pilori l'héritière des charbonnages de France (SNET), première entreprise de l'énergie à avoir été privatisée en 2001.

En bons gestionnaires capitalistes, la direction de GazelEnergie et son nouvel actionnaire Daniel Kretinsky annoncent un plan de licenciement d'agents statutaires touchant 230 salariés avant le printemps 2021, anticipant d'un an les ordonnances.

Cette décision prise sans même avoir étudié de solutions alternatives, provoquera la précarisation de centaines de familles. Loin de servir la transition énergétique, l'objectif est bien de créer la rarefaction de la production électrique, augmentant ainsi son prix, afin de satisfaire les intérêts du marché.

En Chiffres

13 millions de français aujourd'hui en précarité énergétique en raison de l'augmentation des prix de l'énergie

EN BREF

Un futur aux allures de passé

Avec les projets de casse d'EDF, ENGIE et GazelEnergie, l'État signe l'éclatement et la privatisation du service public de l'énergie. Ce processus constitue la dernière étape d'un retour au secteur de l'énergie du début du XX^e siècle. Seul un service public de l'énergie, par la loi du 8 avril 1946, basé sur l'électricité et le gaz, a permis d'instaurer une égalité de traitement, d'accès, de tarif pour tous et d'améliorer fortement la qualité globale.

Une énergie low cost au prix fort

Pour attirer de nouveaux usagers, les fournisseurs concurrents se servant des infrastructures financées par les opérateurs historiques EDF et GDF, promettent une énergie de 10 à 30 % moins chère. Ces offres alléchantes ne sont consenties que pendant une période limitée à la fin de laquelle l'usager verra donc ses factures augmenter. À savoir : cette baisse sur une période limitée ne porte que sur la part fournisseur soit 1/3 de la facture globale. L'économie réalisée n'est que de 3 ou 5 % de la facture totale pendant cette période contractuellement définie. Enfin, ces tarifs proposés n'étant assortis que de prestations minimales, il convient d'y ajouter des tas d'options facturées en plus ! Au final, pour l'usager, cette énergie low cost finit par coûter le prix fort.

ALERTE INFO/CONSO

La décision gouvernementale de la fin du tarif réglementé sur le gaz en 2023 va accélérer l'augmentation des factures de gaz et très certainement faire exploser les prix.

POINT DE VUE



Vidéo

Devoir de désobéissance



Sébastien Jumel, député communiste de la Gauche démocrate et républicaine, Dieppois, porteur des voix de l'opposition au projet Hercule à l'Assemblée nationale, explique les conséquences du démantèlement d'EDF pour les usagers et la nécessité de s'y opposer collectivement.

Quels sont les enjeux du plan Hercule pour les citoyens et les usagers ?

L'énergie n'est pas un bien comme les autres : c'est un bien de première nécessité, un bien commun. Démanteler EDF aurait des conséquences immédiates pour l'utilisateur, qu'il soit particulier ou industriel. En effet, à chaque fois qu'un bien commun a été libéralisé, la qualité du service s'est dégradée et les prix ont augmenté.

Le traité européen, avec ses directives, est à la source de la libéralisation. Le refuser implique de désobéir à l'Union européenne. Est-ce réellement possible ?

L'obsession de l'Union européenne pour la concurrence peut avoir des

conséquences désastreuses en matière d'indépendance de la France en exposant notre secteur de l'énergie à des logiques capitalistes et à des attaques de la part d'entreprises étrangères. Mais oui, nous pouvons nous opposer au traité européen en créant un rapport de force politique. Le Royaume-Uni, qui n'est pas un exemple car il suit une logique libérale, a quand même montré qu'un État peut établir un rapport de force avec Bruxelles lorsqu'il est en désaccord. Nous devons le faire, notamment sur la question des biens communs pour en défendre la gestion publique.

Certains élus locaux pensent que cette libéralisation peut leur apporter davantage d'autonomie,

voire des retombées économiques. Que leur répondez-vous ?

Je leur réponds que c'est un leurre. On voit bien que lorsqu'une logique d'actionnariat s'empare de l'énergie (je pense notamment à l'éolien), cela se fait dans la négation de la démocratie locale et sans véritables retombées pour les collectivités. Par ailleurs, l'ouverture, même partielle, du capital de Dalkia ou d'ENEDIS ferait entrer ces entreprises dans une logique de rentabilité à court terme et non plus d'aménagement du territoire et de qualité du service public.

“ *Le combat contre Hercule doit être un combat du peuple de France.* ”

Comment peut-on stopper Hercule ?

Le combat contre Hercule doit être un combat du peuple de France, sur l'idée que l'on ne brade pas ce qui fait l'indépendance énergétique de la Nation. La mobilisation massive des citoyens a déjà fait ses preuves, par exemple en permettant de repousser le projet de privatisation d'Aéroports de Paris (ADP). Nous pouvons obtenir la même victoire contre Hercule. Nous devons ouvrir un espace de mobilisation pour que ce combat ne soit pas seulement une lutte des agents EDF, mais une lutte des citoyens pour le service public.

En novembre 2020, Sébastien Jumel, député communiste, a déposé une proposition de loi à l'Assemblée nationale afin de reconnaître le caractère de bien commun de l'énergie.

« L'énergie sera sociale ou ne sera pas »



L'année de crise sanitaire et économique que nous venons toutes et tous de passer a fortement augmenté la précarité d'un grand nombre d'entre nous et laisse planer de nombreuses incertitudes sur l'avenir. Elle nous a aussi fait prendre conscience de la nécessité et l'utilité des services publics et parmi eux, de celui de l'énergie pour construire un futur où social et avenir climatique ne pourront être pensés l'un sans l'autre. *A contrario*, les dirigeants politiques actuels continuent, tout comme l'ont fait leurs prédécesseurs durant

les dernières décennies, d'acculer la population à grands coups de réductions des droits sociaux (retraites, chômage...) et d'augmentations tarifaires sur certains biens de première nécessité comme l'électricité et le gaz. Aujourd'hui, en 2021, nous vivons les conséquences de ces choix. Il est grand temps d'arrêter cette gabegie et de tendre à un renouveau du service public de l'énergie. Les capacités tant réglementaires que techniques et économiques sont là, elles ne demandent que de l'engagement politique.

HAUSSE DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ



Coût moyen d'une facture annuelle

En 2006

971 €

Aujourd'hui

1 522 €

► soit +551 €

Le mix énergétique : seule solution viable



Électricité et gaz sont des énergies sœurs et complémentaires du service public depuis 1946.

Or, les lois du marché et les injonctions européennes (libéralisation, privatisation) n'ont de cesse de les mettre en concurrence, stigmatisant toujours plus le gaz et idéalisant l'électricité. Pourtant, le gaz, et notamment le biogaz, constitue une solution pertinente face à une production

d'électricité renouvelable intermittente (éolien, solaire). Il est également idéal pour diminuer l'empreinte écologique, décarboner les transports (maritime, fluvial, routier) et l'industrie.

Cette filière offre un potentiel énergétique et écologique important via le biogaz, le biométhane, le gaz de synthèse, l'hydrogène et nécessite juste la valorisation de l'outil industriel existant,

financé par les impôts et les factures des Français.

Son développement permettrait d'engager un nouveau dynamisme industriel, des territoires et de l'économie circulaire.

La norme RE2020, qui interdit l'installation de nouveaux chauffages au gaz dans les habitations dès 2022, apparaît dès lors comme une hérésie écologique et doit être supprimée.

En Chiffres

Le massacre de Gardanne sur le département des Bouches-du-Rhône :

1 000 emplois menacés

450 familles précarisées

En 20 ans la privatisation de la SNET - GazelEnergie c'est :

66 % de suppression d'emplois

60 % de baisse de production

0 réponse aux défis énergétiques du XXI^e siècle

La filière gaz c'est :

100 % de gaz renouvelables possible d'ici 2050

100 % d'emplois directs et indirects non délocalisables

POINT DE VUE

Odieux plan Clamadieu

Pour Yohan Thiebaut, responsable de la coordination CGT ENGIE, le plan de démantèlement est un non-sens industriel qui va à l'encontre des enjeux actuels, notamment ceux de la transition énergétique.



Quels risques le plan Clamadieu fait-il encourir à ENGIE ?

Le Groupe ENGIE est unique par le fait qu'il rassemble toutes les compétences liées à la transition énergétique : énergie classique et renouvelable, services climatiques et thermiques, eau, traitement des déchets.

En scindant le groupe en 2 entités, New ENGIE et Bright, le plan Clamadieu expose ces dernières à une mise en danger sur le marché.

Bright, qui ne pèserait plus que 13 milliards d'euros, serait en position de faiblesse par rapport à ses concurrents et pourrait être rapidement rachetée.

Idem pour New ENGIE dont les infrastructures gazières, (43 % du résultat d'ENGIE), intéressent la Caisse des dépôts et consignations.

La commercialisation du gaz et de l'électricité ainsi que les fonctions support, comme le négoce, intéressent grandement Total, de même que les énergies renouvelables.

“ **ENGIE gâche ses chances d'être un leader de la transition énergétique.** ”

Qu'en est-il de la transition écologique ?

Ce plan est un non-sens industriel. Il y a une complémentarité entre les activités de l'eau, de la propreté, du gaz, de l'électricité et des services, qui tous contribuent à cette transition écologique. Or, ENGIE a déjà cédé l'eau et la propreté (rachat de Suez par Veolia fin septembre 2020).

Si elle cède les services, il ne reste plus grand-chose du leader de la transition

énergétique qu'ENGIE a l'ambition d'être.

On peut même aller plus loin : avec ENGIE et EDF, l'État avait tous les moyens industriels nécessaires pour réaliser la transition énergétique.

Or, le gouvernement ne trouve rien de mieux à faire que de lancer le projet du PDG d'EDF et laisser dérouler le plan du président d'ENGIE, Jean-Pierre Clamadieu, c'est-à-dire de déconstruire ces grandes entreprises. On marche vraiment sur la tête !

Quelles seront, d'après vous, les conséquences pour les usagers ?

Les tarifs du gaz risquent d'augmenter, soit parce que New ENGIE sera trop petit, soit parce que Total aura racheté ces activités et sera en position dominante.

Le gaz perdra des usagers et il sera impossible de dégager de quoi investir dans le gaz vert ou l'hydrogène.

En résumé, ENGIE gâche ses chances d'être un leader de la transition énergétique.



Vidéo

POINT DE VUE

Gardanne vivra !



Olivier Mateu, secrétaire général de l'Union départementale CGT des Bouches-du-Rhône, revient sur le projet coopératif initié par les salariés pour sauver l'avenir industriel du site de Gardanne et leurs emplois.

Quelle est l'origine du projet des salariés de la centrale thermique de Gardanne ?

La situation à Gardanne est consécutive à la décision du président Macron de cesser la production d'électricité au charbon pour répondre aux desiderata de mercenaires de la finance. Cela aura des conséquences pour l'emploi

et les capacités de production énergétique et l'activité industrielle dans les Bouches-du-Rhône.

La centrale de Gardanne produit de l'électricité depuis 1953 ?

Absolument, la centrale produit de l'électricité lors des pics de consommation.

Se priver de cet outil de production en 2021 est aberrant et catastrophique.

Le plan dit de sauvegarde de l'emploi qui a été présenté par la direction de GazelEnergie, impactera-t-il ce site ?

En réalité, on devrait parler d'emplois détruits, de réels licenciements, de disparition de sites de production et de perte de savoir-faire. Cette situation nous oblige à aller chercher ailleurs, ce que nous sommes pourtant en capacité de produire localement.

“ Se priver de cet outil est aberrant et catastrophique. ”

Les salariés de Gardanne ont décidé de reprendre l'activité industrielle. Comment ?

Ils ont décidé de constituer une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) qui permettra de maintenir l'activité et d'impliquer les acteurs politiques et économiques de la région.

En face, il n'y a personne pour porter un projet de cette envergure qui réponde aux besoins du pays, des populations et des industriels. La seule chose qui est promise aujourd'hui aux salariés, c'est le chômage et la fin de l'outil de travail.

Pour quelles raisons la CGT soutient ce projet ?

Parce que c'est le seul qui permette le maintien de l'outil de production et qui garantisse l'approvisionnement énergétique pour le département, la région et la Nation.

Est-ce que ce projet a été présenté aux élus et décideurs économiques ?

Les camarades rencontrent les acteurs et les décideurs de la région. Début janvier, nous avons rencontré les responsables de la chambre de commerce et d'industrie. Il a été décidé la tenue d'une prochaine réunion technique de travail. Ce n'est pas une querelle de clochers. Il ne s'agit pas de faire gagner la CGT contre le reste du monde, mais de répondre aux besoins énergétiques du pays.



Vidéo

Une alternative écologique et solidaire

Après plusieurs années de luttes pour l'avenir industriel, les ventes et reventes de l'entreprise, l'absence de projets concrets, les travailleurs de la centrale de Gardanne appartenant à GazelEnergie ont bâti eux-mêmes leur projet.

Celui-ci articule l'économie circulaire et l'innovation technologique. Il comprend le captage, le transport et la séquestration du CO₂ pour le site et pour l'industrie du territoire, la création de plusieurs unités pour la gazéification méthane et hydrogène,

la production énergétique sur lit fluidisé en cogénération, le tri et la valorisation énergétique des déchets multiples.

De nombreux dons aident cette initiative, témoignant de l'attachement des populations au sein du territoire à voir maintenu l'emploi industriel.

Au final, il devrait permettre le maintien et le développement de l'emploi du bassin Gardannais, du département des Bouches-du-Rhône voire de la région...



En ligne

EN BREF

Réouverture des agences : la réponse aux besoins

Le temps semble loin où l'agent EDF ou GDF que l'on croisait devant sa porte était en capacité de régler l'ensemble des problèmes levés par les usagers.

Aujourd'hui ils n'ont plus le droit de répondre.

Bien loin encore, celui où l'on pouvait payer sa facture, interpellier un agent sur un problème technique ou demander conseil dans une agence.

Depuis 2019, il n'en existe plus aucune sur le territoire. La proximité avec les usagers est pourtant le plus sûr moyen de répondre à leur besoin et d'assurer une vraie qualité de service.

La réouverture d'agences dans tous les territoires doit donc faire partie intégrante du service public de l'énergie.

EDF : suppressions record !

AVANT
500 sites
d'accueil

2007
200 boutiques

2013
122 boutiques

2018
77 boutiques

Depuis 2019
0 boutique



Un programme pour le progrès



Face aux résultats désastreux de 20 années de déréglementation de l'énergie et à la politique menée contre ce service public qui désavantage toujours plus les usagers, la FNME-CGT a construit un programme ambitieux permettant de répondre aux besoins des populations et de relever les défis énergétiques à venir.

Notre programme progressiste de l'énergie (PPE) s'inscrit dans

la continuité des préconisations pour un service public de l'énergie. Il prend tout son sens dans le contexte actuel où la précarité augmente et où chacun, plus que jamais, doit avoir accès à ce bien de première nécessité. Contrairement au marché du secteur de l'électricité et du gaz, il permet d'amener des solutions face à l'augmentation de la précarité, à la dégradation des services publics et à la fragilité de l'équilibre production/consommation tout en répondant aux enjeux climatiques.



En ligne

Bon nombre d'acteurs économiques et sociaux reconnaissent que la mise en concurrence a entraîné une augmentation des factures et une dégradation du service public et que la décentralisation des décisions sur les questions d'énergie aura des répercussions sur les questions de solidarité et d'égalité de traitement.

Le programme progressiste de l'énergie s'articule autour d'un service public qui permettra :

- L'accès à l'énergie pour toutes et tous tout en préservant l'égalité d'accès et de traitement.
- Les investissements lourds et la gestion à long terme pour garantir la continuité de fourniture d'électricité et du gaz.
- La sauvegarde d'un bien rare et précieux.
- La gestion des espaces publics.

Face à la nécessité d'une transition énergétique pour TOUS réduisant les inégalités, choisissons le PPE.

Vous pouvez apporter votre soutien au programme progressiste de l'énergie en allant sur le site : www.energie-servicepublic.com

En Chiffres

Augmentation des factures depuis le début de la privatisation, il y a 20 ans :



Avec un passage à une TVA à 5,5 % :

-180 €
sur la facture
pour une famille
de 4 personnes.

POINT DE VUE

Un droit essentiel

Sébastien Menesplier, secrétaire général de la Fédération nationale des mines et de l'énergie CGT (FNME-CGT) revendique un futur énergétique français écologique et social, sous la gouvernance d'un grand service public de l'énergie.



Vous dites que si les projets de casse d'EDF, ENGIE et GazelEnergie adviennent, les factures pour les usagers du gaz et de l'électricité vont de nouveau augmenter. Vous préconisez au contraire une baisse de la facture énergétique pour les usagers. Comment faites-vous ?

Un service public a besoin d'argent public pour se développer et investir dans les infrastructures. Aujourd'hui, nous ne pouvons pas dire que l'énergie sera gratuite même si cette solution devrait être envisagée à l'avenir car nous considérons que c'est un produit de première nécessité.

En attendant, il serait pertinent de baisser la TVA sur les factures de 20 % à 5,5 % comme pour l'ensemble des produits de première nécessité.

Est-ce que cela aura aussi des répercussions sur la sécurité des usagers ?

Oui. L'expérience le prouve. La privatisation induit la dégradation de la sécurité. Souvenons-nous du drame qui a eu lieu rue Trévis il y a tout juste deux ans et qui a fait 4 morts. Aujourd'hui, parmi la multitude des entreprises, certaines se posent la question de la pertinence des interventions : immédiates ou différées. Pour nous, il est essentiel d'intervenir dans les plus brefs délais.

À la CGT, vous dites qu'il faut restaurer les services publics. Qu'entendez-vous par là ?

Il faut un service public qui réponde à l'intérêt général.



Vidéo

L'énergie doit être accessible à tous. C'est un bien commun de première nécessité !

Concrètement, que proposez-vous ?

La FNME-CGT a construit un programme progressiste de l'énergie (PPE). Pour l'usager, il s'agit de prendre en considération sa situation au regard de sa facture énergétique, ses besoins, la proximité avec les entreprises énergétiques et les agents du service public. Pour les agents, c'est trouver les améliorations d'un système nationalisé qui s'est construit à partir de 1946, mais qui doit évoluer.

Pour lutter contre le dérèglement climatique, c'est mettre tous les moyens pour que le service public de l'énergie en France puisse être concordant avec une stratégie définie en commun. Nous avons besoin de développer de nouvelles filières de production d'énergie et d'investir pour en relancer d'autres, déjà existantes, pour bâtir un mix énergétique.

“ L'énergie doit être accessible à tous. ”

Nous devons aussi doter les agents d'un contrat de travail de haut niveau par un statut de l'énergéticien qui garantisse et assure leur équilibre de vie et un avenir professionnel.

À l'aube d'élections présidentielles, nous avons toute notre place pour faire connaître, comprendre et gagner ce programme ambitieux et réaliste.

FOCUS

4 axes pour l'intérêt général :

- 1 Une sortie du marché**
pour un service public ayant pour mission centrale la lutte contre le réchauffement climatique.
- 2 Un tarif unique**
et basé sur les besoins.
- 3 Une fiscalité de l'énergie plus juste**
- 4 Une solidarité renforcée**
et un droit fondamental d'accès à l'énergie.

Pour la FNME-CGT

Le financement de la lutte contre le réchauffement climatique doit être renvoyé vers l'impôt des plus riches, souvent les plus consommateurs de biens carbonés, en doublant le taux d'imposition de la dernière tranche.

Cet argent doit être redirigé vers l'efficacité et la performance énergétique car l'avenir climatique est l'un des piliers de l'avenir de l'humanité.

D'autres pistes peuvent être envisagées, tout est question de volonté politique.

EN BREF

Soyons ambitieux

Une transition énergétique à hauteur des enjeux climatiques et environnementaux, préservant l'intérêt général, porteuse de progrès économique et socialement juste ne peut s'entendre qu'au sein du renouveau du service public sous contrôle de l'État, des collectivités territoriales, des associations, des citoyens, des salariés et des syndicats.

100 % PUBLIC n° 3

Fédération Nationale des Mines et de l'Énergie CGT
263, rue de Paris
93516 Montreuil Cedex
Tél. 01 55 82 78 00
Directeur de la publication
Sébastien Menesplier

Responsable de la rédaction

Muriel Marcilloux
Création et réalisation
Comtown productions
Impression
Rivet Presse Édition, Limoges



www.fnme-cgt.fr



AVENIR ÉNERGÉTIQUE



LA SOLUTION, C'EST LE PPE*

**BÂTISSONS
NOTRE SERVICE
PUBLIC**



* LE PROGRAMME PROGRESSISTE DE L'ÉNERGIE POUR UN AUTRE AVENIR

© 2014 MINES - ÉNERGIE
CGT